

Introduction

Nationalisme, panafricanisme et reconstruction africaine face aux défis de la mondialisation capitaliste : le rôle des intellectuels africains

André Mbata B. Mangu

Alors que d'aucuns verraient dans le nationalisme, le panafricanisme et la mondialisation des éléments complémentaires d'une certaine rationalité caractéristique du discours des temps actuels, certains y trouveraient par contre un mariage des extrêmes.

Traiter du nationalisme et du panafricanisme à l'heure de la mondialisation capitaliste serait anachronique et dépassé (Shivji 2003:2). La mondialisation relèverait de la modernité alors que le nationalisme et le panafricanisme seraient relégués à un autre âge et considérés comme des vestiges du passé.

Pourtant, rien ne semble fondamentalement nouveau dans le discours néo-libéral sur la mondialisation dont on sait qu'elle est aussi vieille et même plus vieille que la colonisation et participe de la même logique impérialiste. Les méthodes et le *modus operandi* ont certes changé, mais la substance et le caractère impérialiste du « monstre » sont restés les mêmes. Les Africains ne sont pas assurés aujourd'hui plus qu'hier de déménager de la périphérie ou des townships de la « ville planétaire » comme fournisseurs de la main-d'oeuvre et des matières premières et consommateurs des produits fabriqués sous d'autres cieux, spécialement dans les pays occidentaux. Malheureusement, les chercheurs en sciences sociales doivent se résoudre de faire le constat que les sciences sociales elles-mêmes n'échappent pas aux assauts de l'« impérialisme » (Ake 1979).

Par ailleurs, l'accent mis sur les « intellectuels » et leur rôle dans la libération et la reconstruction de l'Afrique n'est pas de nature à apaiser les esprits les plus critiques. Qui peut-on considérer comme intellectuels en Afrique et à qui les masses de notre peuple reconnaîtraient-elles aisément une telle qualité ? Dans quelle mesure les intellectuels et autres chercheurs réfléchissant sur le continent sont-ils encore réellement Africains, nationalistes et panafricanistes au point de prétendre à un quelconque rôle dans la

reconstruction africaine ? En quoi le rôle de l'intellectuel africain serait-il différent de celui de l'intellectuel sud-américain et sud-asiatique confronté aux défis presque semblables ou de tout autre intellectuel ? Tous les ingrédients semblent réunis pour voir se liguer contre nous les fondamentalistes de tous bords, d'un côté les néo-libéraux et conservateurs artisans de la mondialisation pure et dure et de l'autre les marxistes et autres penseurs qui auraient perdu tout espoir dans l'intellectuel africain ou encore ceux qui sont radicalement anti-mondialistes.

Toujours est-il que le nationalisme et le panafricanisme continuent de faire partie d'une rhétorique renouvelée et d'une thématique régulièrement revisitée par les intellectuels africains en même temps qu'ils remettent en cause leurs outils de réflexion et d'analyse et s'interrogent sur le sens de leur engagement social.

Pour Cabral (1980:xxii, xxv, 143), Mafeje (1992:11-12, 90), Shivji (2003:3, 5,7) et bien d'autres intellectuels africains, la quintessence du nationalisme, c'est l'anti-impérialisme. Le maquillage de l'impérialisme à l'heure des ajustements « structurels » et de la mondialisation exigerait le réveil du nationalisme et du panafricanisme comme outils de lutte (Mazrui 2003:1-26 ; Shivji 2003:3, 5-7, 18).

L'étroite relation entre nationalisme et panafricanisme avait été soulignée dès le départ par les « pères fondateurs » en dépit du fossé entre le discours et la pratique politiques de plusieurs d'entre eux. Comme le notait Nyerere « le nationalisme africain n'avait aucun sens et était anachronique et dangereux s'il n'était pas en même temps panafricanisme » (Shivji 2003:8). Pour Nkrumah aussi, l'indépendance du Ghana n'avait pas de sens sans l'indépendance d'autres pays africains (Shivji 2003:8). L'Organisation de l'unité africaine (OUA) fut créée comme une manifestation concrète de l'idéal panafricain et plaçait l'indépendance au rang de ses objectifs prioritaires.

Près d'un demi-siècle après les indépendances, quel sens pourrait-on donner au nationalisme et au panafricanisme et comment ces idéaux pourraient-ils servir à la reconstruction de l'Afrique dans le contexte de la mondialisation ? Comment peut-on se proclamer nationaliste au moment où les problèmes identitaires aggravés par la colonisation menacent d'éclatement des entités étatiques héritées du colonisateur et se dire en même temps panafricain ? Quelles seraient les permanences et les bifurcations du sentiment nationaliste en Afrique ? Quels sont l'état des lieux et la traduction du nationalisme et du panafricanisme chez les intellectuels africains, particulièrement certaines catégories d'entre eux comme les économistes, les jeunes ou les étudiants ? Dans le contexte de la mondialisation capitaliste, comment le panafricanisme peut-il aider l'entrepreneuriat en Afrique et *vice versa* ? Comment pourrait-on réconcilier le patriotisme, le panafricanisme, l'idéal de reconstruction de l'Afrique et le phénomène de fuite des cerveaux ? Quelle aura été la contribution des intellectuels à la lutte pour l'indépendance et la démocratie qui y est si intimement liée ? Sur un continent où l'on chante et danse malgré les vicissitudes de la vie et où la musique et la danse s'imposent comme langue africaine par excellence, est-il possible de refonder l'idéal panafricaniste à l'aune de l'intellectualité symbolique musicale ? L'intellectuel musicien qui fait si bien danser tout le monde ne pourrait-il pas venir à la rescousse du nationalisme et du

panafricanisme vacillant ? Dans cette nouvelle réflexion sur le nationalisme, le panafricanisme et la réalisation de l'idéal africain, quel rôle peuvent jouer les universités africaines et les chercheurs africains en sciences sociales ?

Ces questions et tant d'autres avaient été longuement débattues lors de la conférence commémorant le 30e anniversaire du CODESRIA qui avait été placée sous le thème « Intellectuels, nationalisme et idéal panafricain ».

Loin de restituer l'entièreté de l'enrichissant débat qui avait alors eu lieu à Dakar au mois de décembre 2003, les contributions sélectionnées dans le présent volume ont néanmoins le mérite d'en relever certaines séquences, avec les accordances et les discordances qui avaient caractérisé le discours sur le nationalisme, le panafricanisme et le rôle des intellectuels africains face à l'idéal panafricain. Loin également de répondre à toutes les interrogations soulevées, elles en suscitent d'autres en poussant même à l'irritation avec le dessein avoué ou inavoué de maintenir les lampions allumés sur les thèmes de nationalisme, panafricanisme et de reconstruction du continent.

Liées au thème central de cette conférence, les différentes contributions se présentent comme une critique et une autocritique face à un bilan des moins élogieux. Les auteurs partagent en commun leur passion pour l'Afrique, leur déception face à notre lente et difficile marche vers la dignité et le progrès, leurs inquiétudes face au présent mais aussi leurs espoirs et leur foi inébranlable dans l'avenir de l'Afrique.

L'ouvrage s'ouvre sur la contribution d'Ernest-Marie Mbonda sur ceux que l'on accuse souvent à tort ou à raison d'irresponsabilité, de lâcheté, de manque de patriotisme et de panafricanisme : la diaspora africaine impliquée dans le phénomène de « fuite des cerveaux » ou *brain drain*.

Mbonda s'interroge d'abord si le patriotisme, le nationalisme et le panafricanisme qui s'y rattachent constituent ou non des vertus morales et la fuite des cerveaux africains vers d'autres continents un vice ou une trahison à la cause africaine avant d'évaluer son impact sur le développement de l'Afrique.

Se distançant de Kant et d'autres philosophes partisans d'une conception universaliste et idéaliste qui exigeraient que l'agent moral – l'intellectuel dans ce cas – s'abstienne de toute préférence particulariste et sociale implicite dans les idéologies telles que le patriotisme, le nationalisme et le panafricanisme, Mbonda soutient qu'il n'existe pas de morale universelle, détachée de tout enracinement communautaire. Pour lui, l'humanité elle-même est une « communauté des communautés ». Il n'y a aucune contradiction entre les principes d'impartialité et de justice et l'allégeance à une communauté particulière, nationale ou continentale, qui enlèverait toute importance et toute valeur morale au patriotisme, au nationalisme et au panafricanisme, à moins qu'ils ne soient dirigés contre les autres.

D'après Mbonda, ce n'est jamais envers des personnes en général ni même envers des citoyens abstraits que nous avons des responsabilités morales, mais envers des individus concrets. Revenant au phénomène de fuite des cerveaux qui a pris des proportions alarmantes au fil des années et qu'il attribue plus aux attitudes adoptées par les pays africains à l'égard de leurs intellectuels – intimidation, stérilisation du

génie intellectuel par son asservissement à l'idéologie et aux pratiques des pouvoirs en place, et clochardisation – qu'à une certaine irresponsabilité de ces derniers, Mbonda fustige la notion même de « fuite », empruntant à Cicéron l'idée que « Ma patrie, c'est là où je suis bien » ou à Wells le postulat que « Notre véritable nationalité est l'humanité ». Lorsqu'il l'admet finalement, l'auteur estime que la fuite des cerveaux doit être délestée de la charge culpabilisante qui l'a toujours accompagnée. Le panafricanisme a eu son origine chez des intellectuels noirs de la Diaspora.

Les intellectuels africains se trouvant sous d'autres ciels peuvent et continuent de contribuer au développement de leurs communautés, de leurs pays d'origine et de l'Afrique en général. Enfin de compte, vivre et travailler en Afrique lorsqu'on n'a guère de choix n'est pas une confirmation en soi du nationalisme ou du panafricanisme.

La fuite ne se trouve pas toujours là où l'on croit la voir, chez les intellectuels de la Diaspora, mais aussi et même surtout chez ceux de l'intérieur qui « démissionnent » de leur responsabilité première de défense de la vérité et de l'intérêt général au profit des intérêts privés et égoïstes, abandonnent leurs peuples pour se mettre au service des régimes autoritaires, ou chez ces universitaires qui ont depuis longtemps déserté les universités pour les « affaires » et pour qui le titre de chercheur ou de professeur d'université ne constitue plus souvent qu'une carte de visite pour s'introduire dans le monde du politique.

Et si l'Afrique se porte mal, ce n'est pas plus à cause de la fuite de quelques cerveaux vers d'autres ciels que de la domestication, du lynchage intellectuel et de la « prostitution » de plusieurs milliers d'autres restés sur le continent. Un cerveau vivant et actif, rappelle Mbonda, même loin du lieu où l'on aurait souhaité le voir agir, vaut toujours mieux qu'un cerveau mort physiquement ou intellectuellement dans son propre terroir.

Pour sa part, André Mbata Mangu évalue la contribution des intellectuels au mouvement nationaliste, à la lutte pour l'indépendance et la démocratie en République Démocratique du Congo (RDC). Intéressante est en luminaire sa tentative de redéfinition de l'intellectuel sur fond de l'« Affaire Dreyfus » qui dans la culture française qui a fortement influencé la totalité des auteurs – tous ressortissants des pays francophones – est considérée comme le moment fort de la consécration du terme « intellectuel » du moins sous sa forme substantivée.

En dépit des concessions, le terme « intellectuel » n'en reste pas moins l'un des plus controversés en sciences sociales. L'intellectuel n'est pas synonyme d'universitaire, de chercheur ou de porteur de diplôme. L'Afrique a produit de nombreux intellectuels dignes de ce nom qui n'ont jamais su ni lire ni écrire.

Le diplôme ne suffisant pas et l'habit ne faisant pas le moine, l'intellectuel se définit moins comme une fonction, un statut que comme un engagement social envers la société et la capacité de communiquer avec elle, de saisir son propre message et de le reformuler.

L'intellectuel devient la voix de son peuple, plus spécialement de l'immense majorité des « sans voix ». Il n'a pas droit au silence et doit continuellement défendre les valeurs

humanistes contre tout ce qui opprime son peuple et l'homme en tant que tel. Il est nécessairement producteur et porteur d'un message ou d'une vision du monde. Il n'est point d'intellectuel sans le sens de responsabilité ou d'engagement social. Aussi les intellectuels congolais étaient-ils attendus pour jouer un rôle actif au sein du mouvement nationaliste, dans la lutte pour l'indépendance et la démocratie dans leur pays. En dépit du rôle exceptionnel et historique joué par des intellectuels atypiques comme Simon Kimbangu, Patrice Emery Lumumba et d'autres dont la plupart n'ont jamais été dans un amphithéâtre universitaire, le constat de l'auteur est bien amer.

Loin de consolider l'indépendance, fruit de la lutte nationaliste, et le panafricanisme, les nombreux « gouvernements des intellectuels » ou plus spécialement les « gouvernements des professeurs » qui se sont succédé dans l'ex-Zaïre ont plus contribué à la confiscation de l'indépendance, au néocolonialisme sous toutes ses formes, et à la consécration des régimes autoritaires, appelant les masses à la révolte pour revendiquer une « seconde indépendance » (Ake 1996:139 ; Nzongola-Ntalaja 1988:208-251 ; 1994:1, 13-14) pour laquelle un « second nationalisme » (Shivji 2003:18) devenait également un impératif.

André Mbata Mangu conclut sur un fond de regret que l'indépendance et la démocratisation n'ont pas été au Congo une « Affaire Dreyfus » en permanence, la plupart des intellectuels étant devenus des agents du *status quo* et du néocolonialisme, des intellectuels organiques ou des fonctionnaires du pouvoir autoritaire et des forces impérialistes à la base de son avènement et de sa consolidation.

Le sous-développement économique de l'Afrique en général et de la RDC en particulier inspire le jugement particulièrement sévère de Nkongolo Funkwa à l'égard des économistes congolais et qui ne manquera pas de les interpellier.

Nkongolo fustige l'absence de « conscience historique » et la « crise de nationalisme et de panafricanisme économique » chez les intellectuels économistes. Il attribue cette crise aux déficits de l'enseignement du cours d'histoire de l'Afrique et de la RDC. Il déplore la « misère des programmes de cours » qui réservent très peu de place à l'histoire économique dans les facultés des sciences économiques où l'idéologie apologétique du marché et du libéralisme — l'économisme — aurait supplanté les « sciences » économiques sans qu'aucune leçon n'ait été tirée des expériences d'autres pays. Ces facultés formeraient plus des spécialistes dans l'art de (mauvaise) gestion des entreprises que dans la création de celles-ci. Les cours d'économie monétaire et financière ainsi que les politiques de stabilisation font particulièrement les frais de la critique de l'historien monétariste qui regrette que nos économistes soient devenus des garçons de course des institutions financières internationales, chargés de l'explication de leurs modèles et incapables d'en inventer d'autres qui tiennent compte de notre histoire et permettent le développement économique du continent.

L'auteur propose une stratégie qui consiste à retourner les facultés des sciences économiques dans le giron des sciences sociales en y instaurant une formation historique à travers l'introduction de nouveaux cours. En dernière analyse, il plaide pour le réveil de la conscience historique, du nationalisme et du panafricanisme chez

les économistes de la RDC et du reste du continent. Le mérite d'une telle interpellation réside dans le débat qu'elle ne manquera pas de susciter chez les concernés et qui pourrait conduire à une critique et à une autocritique qui se placerait dans la continuité des réflexions enregistrées lors de la conférence de Dakar.

L'enquête de Ngoie Tshibambe va certainement au-delà de celle de Nkongolo Funkwa au sujet de la crise de nationalisme et de panafricanisme chez les économistes congolais. L'auteur repose l'avenir de la renaissance africaine et du panafricanisme sur la jeunesse africaine, « fer de lance de la nation », qui pourrait « imposer l'Afrique aux autres ». Il souligne en outre l'importance de la jeunesse comme catégorie sociale appelée à assurer la relève dans la conduite des destinées de l'Afrique. Au sein de cette jeunesse, les étudiants occupent une place bien particulière.

Partant des 323 réponses des étudiants de toutes les facultés de l'université congolaise de Lubumbashi au questionnaire de 16 questions conçues par l'auteur pour évaluer le degré d'intériorisation de l'impératif de l'unité africaine dans les milieux étudiants congolais, apprécier leur perception de l'« alter africain » et décoder si possible la configuration de l'imaginaire des jeunes sur le rôle et la présence de l'Afrique dans le monde actuel, Ngoie Tshibambe conclut que le degré d'intériorisation de l'idéal africain est faible. La notion de solidarité africaine est tout aussi ignorée.

Si l'Afrique est faite, resterait à faire les africains. C'est à la faculté des sciences sociales où se dispensent les enseignements sur les organisations internationales africaines et les problèmes de l'intégration économique que les jeunes sont néanmoins amenés à prendre conscience de la problématique de l'idéal africain. La crise africaine est attribuée autant aux régimes en place qu'aux forces impérialistes externes.

Pour Ngoie Tshibambe, former le jeune congolais aux connaissances et aux enjeux géostratégiques dans le monde est un impératif pour que l'Afrique puisse compter sur le plan des nations et sortir du statut d'objet pour devenir le sujet de l'histoire.

Sur fond du concept de l'« ivoirité » savamment exploité par les politiciens ivoiriens au point d'emballer les milliers de jeunes « patriotes », Aghi Bahi s'interroge d'abord si le sentiment nationaliste apparu au moment paroxystique de la guerre civile est permanent ou passager dans la politique moderne ivoirienne et s'il n'est pas en contradiction avec l'idéal panafricain.

Bahi démontre d'abord la permanence du sentiment nationaliste qui a survécu aux mutations sociales. L'ethnicité est présentée comme un « mode d'identification disponible et légitime » niché au cœur de l'imaginaire national ivoirien, faisant de la Côte d'Ivoire une « poudrière identitaire » où l'ethnicité a été très politisée.

Le « sentiment nationaliste » apparaît comme une permanence dans le débat politique ivoirien depuis un demi-siècle, même si ce sentiment trouve des lieux d'expression divers. Il a malheureusement connu des « bifurcations » ou des « dérives » – nationalismes ethniques – surtout depuis le retour au multipartisme. Toute surpolitisation de l'ethnicité comme dans le cas de l'ivoirité porte en elle une « charge explosive » et rend virtuellement possible des bifurcations dangereuses. Le sentiment

nationaliste exacerbé, instrumentalisé par le cynisme politicien, a conduit à la situation catastrophique de guerre.

S'agissant des relations entre « sentiment nationaliste » et « idéal panafricain », Bahi pose plusieurs questions qui continueront d'interpeller les intellectuels africains. Si la nationalité ne signifie pas une dilution symbolique de l'ethnicité, le panafricanisme implique-t-il une abrogation symbolique des nationalités ? Comment songer à une intégration panafricaine dans un pays empêtré dans ses bévues ethnicistes ?

Pour Bahi, il est nécessaire de (re-)civiliser l'ethnicité. La tolérance doit demeurer au centre de l'idéal panafricain sans qu'elle ne devienne pour autant une tragique tolérance envers les tyrannies. Les pères du panafricanisme africain – Lumumba, Nkrumah, Nyerere... – étaient eux-mêmes à la fois panafricanistes et nationalistes. En renouant avec les sources, il est donc possible et impérieux de réconcilier nationalisme et idéal panafricain dans le cadre de la reconstruction de l'Afrique.

Proche du « nouveau » nationalisme ivoirien dans le contexte de l'ivoirité est ce que Jacques Tshibwabwa Kudithshini qualifie de « nationalisme congolais de possession » qu'il considère également, à tort ou à raison, comme une permanence même s'il est plus lié à la guerre civile et aux agressions récentes dont la RDC a été victime.

Selon Tshibwabwa, ce « nationalisme de possession » s'est construit pendant la colonisation en réaction au pillage systématique des richesses naturelles de la RDC et fait de la protection de celles-ci contre l'exploitation étrangère son cheval de bataille. Il privilégie l'élément « richesse » ou « avoir ». Comme dans le cas de l'ivoirité, il s'agit d'un nationalisme d'exclusion ou de rejet des autres qui sont perçus comme des ennemis des intérêts du peuple congolais. Ce nationalisme est en mauvaise posture face au processus de mondialisation piloté par les puissances occidentales et dont les effets sont plus négatifs que positifs pour les pays en développement comme la RDC. Un tel nationalisme devrait donc être repensé pour être adapté aux temps actuels de la mondialisation.

Le nationalisme de possession ne pourrait survivre que s'il est ouvert et s'appuie sur un autre type de nationalisme que Tshibwabwa qualifie de « nationalisme de personnalité ». Ce nationalisme viserait à conférer une forte personnalité à la RDC en tant qu'Etat pour lui permettre de restaurer son autorité et améliorer son image internationale. Il se construirait autour des valeurs républicaines qui impliquent la démocratie, le respect des droits de l'homme, la liberté et la justice, les valeurs éthiques, notamment le respect des biens publics, et le sens de responsabilité. Il reposerait également sur des valeurs de connaissance pouvant se traduire par le savoir-faire et le savoir-être. Ce nationalisme constitue d'après l'auteur un gage pour consolider l'Etat congolais et lui permettre de jouer son rôle dans la concrétisation du projet panafricaniste, de concert avec d'autres Etats africains.

Le concept de nationalisme de possession – tout comme celui de personnalité appliqué à l'Etat – ne manquera certainement pas de susciter des interrogations surtout que le nationalisme de possession pourrait être en déphasage avec l'idée de panafricanisme économique évoquée par Mouko.

Dans « Entrepreneuriat, mondialisation et panafricanisme », Félix Mouko plaide justement pour l'entrepreneuriat collectif comme acte fondateur du panafricanisme économique et de l'intégration économique africaine pour résister à la forte exigence de compétitivité et tirer tant soit peu profit de la mondialisation.

Mouko déplore que l'intégration de l'Afrique à l'économie mondiale soit beaucoup moins avancée que celle d'autres régions et que l'Afrique se présente comme à l'écart de cette nouvelle dynamique mondiale alors que l'histoire du panafricanisme à la base de la création de l'OUA et de l'Union africaine exigerait une plus grande participation à l'économie mondiale. Comme l'a démontré l'exemple de l'Union européenne, l'intégration économique se pose comme un préalable majeur à toute intégration politique durable.

D'après Mouko, l'on devrait partir de l'entrepreneuriat individuel qui constitue la dominante dans nombre d'Etats africains pour parvenir à l'entrepreneuriat collectif au niveau national et au niveau panafricain. Un tel entrepreneuriat est de nature à servir de base économique au nationalisme et au panafricanisme tout en permettant aux pays africains de contrer les effets pervers de la mondialisation économique et de profiter en même temps des avantages qu'offre celle-ci.

L'émergence d'un entrepreneuriat sociétaire et efficace ne va cependant pas sans obstacles qui sont d'ordre institutionnel et psychologique. Ces obstacles sont surmontables ainsi que les entrepreneurs congolais l'ont démontré avec la création de la Société congolaise des transports (SCOTT SA) qui ressemble à 27 actionnaires de souche complètement dispersée. Une telle démarche pourrait être empruntée par plusieurs opérateurs africains. L'Union Africaine a intérêt à créer les conditions d'exercice d'un tel entrepreneuriat collectif qui contribuerait à la consolidation du panafricanisme.

Si comme l'ont démontré les études précédentes, les intellectuels « traditionnels » africains ont globalement déçu dans la réalisation de l'idéal nationaliste et le panafricanisme est en panne, Léon Tsambu Bulu estime pour sa part qu'il est possible de refonder le nationalisme et le panafricanisme grâce à l'intellectualité symbolique de la musique, élargissant la définition des intellectuels en mettant en lumière cette autre catégorie d'intellectuels généralement oubliée dans les débats académiques : les intellectuels musiciens.

Tsambu part du constat de l'échec du mouvement panafricaniste et de l'OUA qui était née sur fond de la divergence idéologique entre le panafricanisme maximaliste du groupe de Casablanca et le panafricanisme minimaliste du groupe de Monrovia. L'OUA était la première manifestation tangible du panafricanisme. En conséquence, l'échec de l'OUA dont le bilan est globalement négatif devrait aussi être perçu comme étant l'échec du panafricanisme. Face à cette faillite, Tsambu est d'avis qu'il est impérieux de réactualiser l'idéal panafricaniste et de le redynamiser à travers la musique africaine qui s'est penchée à plusieurs reprises sur cette thématique et offre au projet panafricaniste une alternative dans le contexte de la mondialisation.

S'éloignant quelque peu des sentiers battus du discours panafricaniste avec la place primordiale qu'il accorde aux « professionnels de l'intellect » ou du savoir ou aux « intellectuels officiels » produits de l'école formelle ou de l'université, Tsambu fait l'éloge de l'intellectualité symbolique musicale. Il estime que les faiseurs des chansons sont « plus forts que les faiseurs de lois » et jouissent d'une personnalité transfrontalière et cosmopolite. Leaders symboliques par excellence, ils bénéficient de plus d'audience que les intellectuels académiques au langage savant et hypercodé, ou les intellectuels politiques au langage démagogique dont l'audience se limite bien souvent au territoire national et même local ou ethnique.

Même s'il admet que comme les diplômés universitaires, tous les musiciens ne sont pas nécessairement des intellectuels, Tsambu considère que les chanteurs ou les musiciens ne méritent pas moins le statut d'« intellectuel » dès lors qu'ils font preuve de culture acquise à l'école et/ou sur le tas, d'engagement social ou politique et transmettent un message intelligible ou critique à une masse infinie d'auditeurs et de téléspectateurs virtuels ou réels. Si les politiciens et autres entrepreneurs économiques ont jusque-là échoué dans l'édification de l'idéal nationaliste et panafricaniste, les musiciens ou « intellectuels populaires » de l'Afrique et de la Diaspora ont été ces instituteurs, avocats et hérauts du nationalisme et du panafricanisme sous la colonisation, la veille et au lendemain de l'indépendance.

Tsambu conclut que la musique africaine engagée est une intelligence symbolique et géopolitique qui devrait éclairer l'Afrique sur la voie de la reconstruction de son « nationalisme panafricaniste ». Elle a un pouvoir suggestif capable de mobiliser une population qui n'a pas encore suffisamment été mis à profit du panafricanisme. Les initiatives telles que le Festival des Arts Nègres, le Festival des Arts et de la Culture Nègro-Africaine, le Festival Panafricain de Musique, et le Marché des Arts du Spectacle Africain devraient être encouragées comme cadres d'expression de l'intellectualité musicale nationaliste et panafricaniste.

Fragilisée par les idéologies divergentes (progressistes et libérales ou néocoloniales), les forces hégémoniques extérieures et intérieures, les dictatures, les guerres, les nationalismes étriqués, et les particularismes tribaux, l'Afrique doit se mettre à l'écoute de son intelligence musicale critique pour refonder son projet d'unification sociale, politique, économique, culturelle et idéologique afin de prétendre à un partenariat juste dans le cadre de la mondialisation.

Cependant, cette reconstruction africaine qui revient comme un leitmotiv dans toutes les contributions requiert que les intellectuels eux-mêmes se remettent constamment en cause et jouent résolument un rôle qu'ils n'ont pas su jouer avec bonheur et consistance jusque-là. Il s'agit bien entendu de tous les intellectuels : les intellectuels par acclamation au nom d'un titre scolaire ou académique, les intellectuels par auto-proclamation qui sont du reste majoritaires sur le continent, les intellectuels d'Afrique et de la Diaspora, les intellectuels du monde académique, politique, des affaires et des arts, les sages et les griots ainsi que les intellectuels de la chanson et de la danse.

Références

- Ake, Cl., 1979, *Social Science as Imperialism*. Ibadan, Ibadan University Press.
- Ake, Cl., 1996, *Democracy and Development in Africa*. Washington, DC, The Brookings Institution.
- Cabral, A., 1980, *Unity and Struggle : Speeches and Writings*. London, Heinemann.
- Mafeje, A., 1992, *In Search of an Alternative : A Collection of Essays on Revolutionary Theory and Politics*. Harare, SAPES.
- Mazrui, AA, 2003, « Pan-Africanism and the intellectuals : rise, decline and revival ». Keynote Address to CODESRIA 30th Anniversary Conference. Dakar, 10-12 December.
- Nzongola-Ntalaja, G., 1988, « Le mouvement pour la seconde indépendance au Congo-Kinshasa ». In Anyang' Nyong'o P. (ed). *Afrique : la longue marche vers la démocratie. Etat autoritaire et résistances populaires*. Paris, Publisud.
- Nzongola-Ntalaja, G., 1994, *The Democratic Movement in Zaïre 1956-1994*. Harare, AAPS.
- Shivji, I.G., 2003, « The Rise, the Fall and the Insurrection of Nationalism in Africa ». Keynote Address to the CODESRIA East African Regional Conference. Addis-Ababa, 29-31 October.